

**20^e anniversaire de l'entrée de la Hongrie dans le
Fonds Monétaire International**

Conférence de M. Jacques de LAROSIÈRE sur:
"La convergence de la Hongrie dans le système financier mondial"
(Parlement, Budapest, 15 Novembre 2002)

C'est pour moi un grand honneur et un plaisir personnel que d'évoquer, dans ce cadre prestigieux et historique, mes souvenirs de l'entrée de la Hongrie dans le FMI en 1982.

J'étais, à l'époque, directeur général du Fonds et je me souviens très précisément du déroulement des événements qui ont conduit à l'adhésion de la Hongrie.

La Hongrie avait frappé à la porte du Fonds à plusieurs reprises. En octobre 1946 - après la décision de dernière minute prise par l'Union Soviétique, à la fin de 1945, de ne pas ratifier les accords de Bretton Woods -, le gouvernement hongrois avait cependant manifesté son intérêt. Mais, étant donné les circonstances et l'emprise croissante du stalinisme en Europe centrale, la réponse fut négative.

Vingt ans plus tard, en 1966, il y eut une nouvelle et discrète tentative. La Hongrie entreprenait, à cette époque, un processus de réformes économiques : adaptant quelque peu son système de planification centrale en fonction de la demande, s'orientant vers un taux de change unique lié au marché.... Dans ce contexte, certains des fonctionnaires hongrois - et en particulier, M. Janos Fekete qui était alors en charge des affaires internationales à la Banque Centrale - considéraient l'adhésion au Fonds Monétaire International comme un élément essentiel du processus de réformes ¹⁾.

M. Fekete assistait régulièrement aux réunions des gouverneurs à la Banque des Réglements Internationaux (BRI) à Bâle. En effet, la Banque Centrale de Hongrie avait été actionnaire de la BRI depuis sa fondation en 1930. A l'occasion d'une de ces réunions, M. Fekete approcha Joseph Gold, le conseiller juridique du FMI, en vue de s'informer des réactions possibles à une candidature de la Hongrie. Mais, étant donné le contexte politique international, l'affaire resta sans suite.



Quinze ans plus tard, en 1981, les choses avaient changé. Cette fois, la candidature fut couronnée de succès et menée rondement.

Pour comprendre comment les choses se passèrent, il convient de rappeler les éléments du contexte de l'époque.

En premier lieu, les contacts entre le FMI et la Hongrie n'avaient jamais été interrompus. Des conversations discrètes continuaient entre Alan Whittome - qui était le chef du département européen au FMI - et quelques fonctionnaires hongrois. Ces conversations maintenaient une relation confiante entre les deux parties et, surtout après 1979-80, montraient que Budapest envisageait le sujet très sérieusement.

En second lieu, la situation financière en Hongrie et celle de son environnement international impliquaient un changement institutionnel.

De fait, la Hongrie avait continué, au cours des années 70, à faire des avancées en matière de réformes économiques. En 1980, les prix intérieurs de la plupart des produits faisant l'objet de transactions internationales étaient déterminés par les conditions du marché mondial. Mais, l'absence d'assistance externe à la balance des paiements jointe à l'insuffisance d'une politique de discipline interne, avait progressivement conduit à une augmentation considérable de la dette extérieure hongroise vis-à-vis des banques internationales.

Cette situation était devenue critique au moment du deuxième choc pétrolier en 1979-80. La hausse des prix du pétrole avait augmenté le déficit de la balance des paiements de la Hongrie tandis que la poussée des taux d'intérêt mondiaux aggravait la charge du service de sa dette. « A la fin de 1980, la Hongrie avait une dette extérieure de plus de 10 milliards de dollars qui devenait de plus en plus coûteuse. »²⁾

Comme nous l'avons souvent observé au cours des années passées dans des circonstances similaires, des "effets de contagion" sont apparus. En 1981, la Pologne, puis la Roumanie, ont commencé à susciter des inquiétudes chez leurs créanciers et les banques ont tenté de réduire leurs engagements aussi rapidement que possible. La crise a rapidement atteint la Hongrie et, en mars 1982, ce pays était virtuellement coupé de tout financement extérieur.

Ce qui est remarquable - je devrais dire admirable - fut la détermination absolue de la Hongrie de ne pas faire défaut. Ceci explique la décision prise à Budapest, à l'automne de 1981, sous l'autorité de M. Kadar - M. Lazar étant alors Premier Ministre, M. Marjai vice Premier Ministre et M. Timar Président de la Banque Centrale - de poser la candidature du pays à l'entrée du FMI.

Comment cette décision cruciale fut-elle prise si l'on se souvient de la forte opposition traditionnelle de l'Union Soviétique à l'égard de l'adhésion au FMI des pays du COMECON ? Comment le gouvernement hongrois réussit-il à mettre ses voisins devant le fait accompli ? Il appartient aux historiens et à ceux qui en Hongrie participèrent activement à cette décision de l'expliquer.

Mais ce dont je me souviens c'est qu'à l'automne de 1981, je fus informé de la candidature de la Hongrie.

Je me rappelle la situation avec netteté. Je m'entretins d'abord avec quelques actionnaires importants du FMI et, en particulier, avec le Secrétaire américain au Trésor, M. Donald Reagan. Il me demanda si je pensais que la Hongrie pourrait vraiment se conformer aux règles du Fonds. Je lui répondis que je n'avais guère de doute à ce sujet. Je soulignai l'importance de l'initiative hongroise. Je rappelai que ce pays avait fait des avancées significatives vers l'ouverture de son économie et qu'il était juste qu'il reçoive assistance en période de difficultés dans la mesure, bien évidemment, où les conditions du FMI seraient remplies. Dans mon esprit, l'approbation de cette candidature, suivie par un programme, ne pourrait que faciliter l'intégration de la Hongrie dans le système financier international. Mon interlocuteur m'écouta attentivement et me dit : « M. le Directeur général, je m'en remettrai à votre jugement mais c'est votre parole qui est en jeu. »

Vous savez comment les événements se déroulèrent. Tout fut rapide. Une dévaluation préventive et l'unification du taux de change précédant la candidature formelle qui fut remise au FMI en novembre 1981. Une mission du FMI, dirigée par Patrick de Fontenay, se rendit immédiatement à Budapest pour rassembler les statistiques nécessaires et déterminer la quote-part de la Hongrie. Entre temps, M. Fekete arrangea deux prêts relais avec la BRI³⁾. Le conseil d'administration du FMI

accepta la recommandation de la direction générale en avril 1982 . Après le vote par correspondance des Gouverneurs, le vice-Premier Ministre hongrois, M. Jozsef Marjai, se rendit à Washington pour signer les documents officiels d'adhésion (6 mai 1982). La Hongrie rejoignit alors le groupe de pays placés sous l'égide de l'administrateur belge, M. Jacques de Groot. A l'époque, le seul membre du personnel du FMI d'origine hongroise était M. George Szapary, aujourd'hui vice-Président de la Banque Nationale de Hongrie.

Depuis lors, l'histoire des relations entre la Hongrie et le FMI a été riche en événements. Les enseignements ont été tirés, notamment dans le domaine de la transparence statistique et du respect des règles du FMI. Plusieurs programmes comportant des crédits accordés par le FMI furent négociés avec la Hongrie. Un financement compensatoire de 72 millions de DTS et un premier accord de confirmation de 475 millions de DTS furent approuvés en décembre 1982. Un autre accord de confirmation (425 millions de DTS) fut signé en janvier 1984, un troisième fut conclu en mai 1988 pour 265 millions de DTS. Au cours des années 1990, plusieurs programmes furent conclus (un accord de confirmation de 159 millions de DTS en mars 1990, un accord de financement élargi de 1,1 milliard de DTS en février 1991, un accord de confirmation de 340 millions de DTS en septembre 1993, et un autre de 264 millions de DTS en mars 1996).

Au total, sept programmes ont été conclus au cours des deux dernières décennies. Aujourd'hui, la Hongrie, qui a remboursé tous ses tirages, n'a plus aucune dette à l'égard du FMI. Depuis janvier 1996, le gouvernement hongrois a accepté les obligations de l'article VIII des statuts du FMI concernant la convertibilité.



Que nous enseignent ces événements ?

- d'abord; que la Hongrie a été la première des économies planifiées d'Europe Centrale à commencer à ouvrir son économie et à se diriger vers un système de marché ;
- en second lieu, que la Hongrie a été affectée, comme d'autres, par des chocs et des turbulences extérieurs et cela d'autant plus qu'elle avait ouvert son économie et qu'elle avait accumulé une dette externe sans doute excessive. Il en résultait que la conditionnalité et la soutien financier du FMI étaient les réponses logiques à cette situation ;
- en troisième lieu, la Hongrie a toujours pris très sérieusement ses engagements extérieurs. L'idée d'un défaut ou d'une restructuration de dette n'a jamais traversé l'esprit des responsables. Leur initiative audacieuse d'entrer au FMI offre une claire illustration de cette attitude. Cette détermination à remplir scrupuleusement leurs obligations contractuelles a contribué de manière essentielle à la crédibilité de la Hongrie sur les marchés et permet d'expliquer les conditions très favorables que les investisseurs réservent à la dette extérieure de ce pays ;
- enfin, la discipline budgétaire et monétaire ainsi que les réformes structurelles ont été mises en œuvre conjointement. Graduellement, ce processus - qui ne fut pas facile et qui fut émaillé de "hauts et de bas" - a permis à la Hongrie de devenir une économie ouverte, presque entièrement privatisée, dotée d'un cadre légal et réglementaire moderne, d'un système bancaire solide et d'un environnement compétitif. A cet égard, je me souviens, M. le Président Horn, de l'importance qu'a revêtu le programme de stabilisation que vous avez conduit en 1995-98.

Telles sont les raisons qui expliquent que la Hongrie est maintenant placée en première ligne des candidats d'Europe Centrale à l'accession à l'Union Européenne.

En tant qu'ancien Directeur Général du FMI, en tant qu'ami fidèle et admirateur de la Hongrie, je pense que les vingt dernières années de relations entre la Hongrie et le FMI ont joué un rôle important dans les succès remarquables de ce pays.

Je suis honoré d'avoir participé à ces événements.



1)"Silent Revolution" par James Boughton, IMF - 200 1, p. 98 1.

2) Ibidem p. 982.

3) M. Leutwiler, Président de la BRI, m'appela au téléphone à Washington. Il me demanda si j'étais raisonnablement sûr que la Hongrie obtiendrait son accession ainsi qu'un programme et l'assistance du FMI. Je répondis que je n'avais guère de doute sur le fait que la Hongrie serait éligible à des crédits du FMI d'ici quelques mois" (Cf. J. Boughton, p. 325). Ces prêts relais furent décisifs et permirent à la Hongrie d'éviter tout défaut sur ses obligations externes.